

Edition "spéciale" sur le bilan économique de l'immigration en France

PARIS, 29 oct 2010 (APS) - L'immigration rapporterait à la France 18,4 milliards d'euros de taxes sur la consommation et des milliers de strat-up, selon le dernier numéro du mensuel Capital qui consacre un dossier spécial à l'apport des étrangers à l'économie française.

Même si ce constat est élitiste, car concernant de hauts cadres dont l'embourgeoisement profite à la consommation, il renseigne, selon Capital, sur la "réussite de leur intégration économique".

Le mensuel cite, entre autres domaines de "business ethnique", la filière halal qui pèse 6 milliards d'euros et progresse de 10 % par an.

Selon l'économiste Xavier Chojnicki, les ménages immigrés ont versé, en 2005, près de 18,5 milliards d'euros de taxes sur la consommation.

"Une part supérieure à leur poids démographique, ce qui montre que, en dépit d'une forte proportion de familles pauvres, une bonne part de cette population s'embourgeoise", a-t-il estimé.

La double culture des cadres fait également gagner des marchés aux entreprises, relèvent par ailleurs les analystes, qui dressent un constat "unanime" selon lequel confier à un manager issu de l'immigration une direction Maghreb, Afrique ou Asie est un "atout".

"Ma double culture m'aide à gagner la confiance de nos clients", explique Makhoul L'bese, d'origine algérienne et patron de Schneider Electric pour le Moyen-Orient et l'Afrique.

En matière de fiscalité, les foyers immigrés paieraient 16 milliards d'impôts à l'Etat et aux collectivités. Ces familles contribuent aux finances publiques, selon Capital pour qui un calcul de Xavier Chojnicki démontre qu'elles ont payé en 2005 près de sept milliards d'euros sur les revenus, 2,5 milliards en impôts locaux et 6,2 milliards d'autres impôts sociaux (CSG-CRDS).

Paradoxalement, analyse Capital, l'immigration "coûte" à la France cinq milliards d'euros pour le chômage, 2,6 milliards d'aides au logement et 316 millions pour les demandeurs d'asile.

Mais en établissant un rapport entre le montant annuel des contributions de l'immigration (+ 60,3 milliards d'euros) et le montant annuel des transferts (-47,9 milliards d'euros), Capital, s'appuyant sur une enquête réalisée par des économistes de l'université de Lille, fait ressortir un solde de +12,4 millions d'euros.

Selon le mensuel, quelque 192.535 étrangers ont obtenu en 2007 un premier titre de séjour d'au moins un an en France, contre 119.563 en 1994. Selon une classification de l'origine des immigrés entrés en 2007 en France, 51.890 sont issus du Maghreb, dont 24.041 Algériens, 19.017 Marocains et 8.832 Tunisiens.(APS)